

LES DISCOURS D'OPPOSITION CITOYENS CONTRE LA NORMALISATION DU CATALAN DANS L'ENSEIGNEMENT

Chrystelle Burban*

Résumé

Cet article analyse les représentations sociolinguistiques que révèle le discours sur les réseaux sociaux des internautes opposés au modèle scolaire de conjonction, afin de mesurer leur impact sur la politique éducative de la Generalitat et sur le dit modèle. Bien que celui-ci ait globalement fait consensus, des associations de défense du castillan et contre l'immersion ont parallèlement émergé. Leur activité sur les réseaux sociaux offre aux internautes l'opportunité de nourrir les discussions qu'elles engagent sur leurs comptes. Les commentaires souvent hostiles à l'immersion affichent des représentations et idéologies linguistiques consacrant la suprématie de la langue castillane, inspirées par la doxa du nationalisme linguistique espagnol. Ces représentations défavorables ont généré un activisme destiné à mettre fin à l'immersion mais qui est resté sans effet sur la politique éducative de la Generalitat. Malgré son attitude défensive reposant sur l'action juridique et celle des acteurs sociaux favorables à la conjonction, ce modèle éducatif, potentiellement victime de rapports de force inégaux et de discours biaisés dans un espace médiatique globalisé, risque de devoir évoluer.

Mots-clés : immersion en catalan ; politique linguistique éducative catalane ; discours d'opposition ; idéologies linguistiques ; nationalisme linguistique.

CITIZENS OPPOSED TO THE STANDARDISATION OF CATALAN IN EDUCATION: THEIR DISCOURSE

Abstract

This article analyses the sociolinguistic representations of the social media discourse of Internet users opposed to Catalonia's "conjunction" education model, in order to measure their impact upon the education policy of the Generalitat de Catalunya and its education model. Although this model is, generally speaking, the subject of consensus, associations have arisen in defence of Spanish and against language immersion. Leveraging the activities of these associations on social media, users can fuel debate in their accounts. The comments made there, which are often hostile to immersion, display linguistic and ideological representations that enshrine the supremacy of the Spanish language and that are inspired by the doxa of Spanish linguistic nationalism. These unfavourable representations have given rise to an activism that seeks to put an end to immersion, but which has not affected the education policy of the Generalitat. However, despite the defensive attitude of the Generalitat, based on legal actions and the actions of social actors in favour of conjunction, this education model, which could become a potential victim of the unequal power relations and biased discourses in a globalised media arena, runs the risk of being forced to evolve.

Keywords: immersion in Catalan; Catalan education language policy; language ideologies; linguistic nationalism.

* Chrystelle Burban, Maître de conférences au Département d'études ibériques et latino américaines. Laboratoire DIPRALANG, Université Paul Valéry Montpellier 3. chrystelle.burban@univ-montp3.fr

Article reçu le 29.05.2021. Évaluations en aveugle : 11.06.2021 et 02.07.2021. Date d'acceptation de la version finale : 25.07.2021

Citation recommandée : Burban, Chrystelle. (2021). Les discours d'opposition citoyens contre la normalisation du catalan dans l'enseignement. *Revista de Llengua i Dret, Journal of Language and Law*, 76, 97-117. <https://doi.org/10.2436/rld.i76.2021.3667>

Sommaire

1 Introduction

2 Le modèle scolaire catalan : entre acceptation et rejet

2.1 Un modèle consensuel

2.2 L'opposition au modèle éducatif

3 Les discours d'opposition des citoyens

3.1 Les discours : corpus et méthodologie

3.2 Les représentations et idéologies des internautes dans leurs discours

4 L'impact des représentations sur le modèle scolaire catalan et la gestion de la Generalitat

5 Conclusion

6 Annexe

7 Bibliographie

1 Introduction

Lorsque l'on évoque les politiques de normalisation linguistique (ci-après : PNL) dans la perspective aracilienne consistant à « reorganitzar les funcions lingüístiques de la societat per tal de readaptar les funcions socials de la llengua a unes condicions “externes” canviantes »¹ (Aracil, 1982, p. 31), c'est généralement pour poser la primauté de l'intervention de type gouvernemental sur toute autre, à l'instar de Calvet qui souligne qu'elle est « généralement considérée comme *la* politique linguistique » (2017, p. 21). C'est donc un type d'intervention qui « s'imposerait » aux citoyens auxquels elle s'adresse, du haut vers le bas.

Cependant, si une PNL aspire à « changer [...] soit les articulations entre les langues et les rapports sociaux, soit enfin les rapports entre les différentes langues en présence dans une situation donnée » (Calvet, 2017, p. 17), elle exige le concours d'une pluralité d'acteurs, dont les citoyens, sur lesquels repose en grande partie le succès ou l'échec d'une PNL. C'est ce que confirment Tasa Fuster et Bodoque Arribas (2017, pp. 131-132) :

Políticament el que serà determinant per a l'èxit d'una política serà la força política i el suport electoral de les forces polítiques compromeses (o contràries) amb la recuperació i normalització de les llengües minoritzades, així com la influència que tinguen els moviments socials favorables o contraris a una política lingüística educativa activa i normalitzadora. Lògicament, com més forts siguen els moviments socials i com més suport polític tinguen les formacions que defensen una llengua, més intenses i ambiciosos seran les polítiques que es posen en marxa.²

Ainsi, l'attitude des usagers se traduisant ou non par un engagement dans la normalisation d'une langue sera déterminée *in fine* par leurs représentations, dont Boyer schématise l'impact dans sa modélisation de la dominance (Boyer, 2008, p. 55). Ces représentations, dont l'ensemble constitue une idéologie linguistique, génèrent des attitudes qui elles-mêmes influencent les opinions et le comportement des locuteurs. À l'échelle collective, ces attitudes détermineront en grande partie le sens des transferts linguistiques : vers la substitution ou la normalisation de la langue faisant l'objet d'une PNL.

Le milieu éducatif occupe une place de choix dans toute PNL. Domaine d'intervention étatique par excellence, il apparaît souvent comme déterminant dans un processus de normalisation linguistique. En effet, il concentre théoriquement tous les critères jugés nécessaires à la normalisation d'une langue : depuis sa fonction la plus évidente d'alphabetisation, grâce à l'enseignement de et dans la langue en situation précaire, jusqu'à celle de la construction/déconstruction des représentations. Bien que Vila i Moreno souligne les nombreuses limites largement admises du milieu éducatif dans un processus de revitalisation linguistique, il concède malgré tout que « això no evita pas que les múltiples dimensions lingüístiques de l'escola siguin molt rellevants per a qualsevol societat, i que siguin especialment valorades en els contextos de contacte i de conflicte de llengües. El sistema educatiu és, en aquest sentit, un trumfo massa valuós per no volar-ne disposar »³ (2004, p. 1).

Par ailleurs, Coste et Akkari reconnaissent que les politiques éducatives, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de PNL, ne sont pas sans produire des tensions, et partant : « une attention particulière doit être accordée aux résistances locales et à l'analyse de la manière dont les acteurs, en particulier les élites politiques, les enseignants et les parents, traduisent ou/et contournent les orientations officielles » (2015, p. 41).

C'est dans cette perspective que nous nous interrogerons sur les conséquences, vis-à-vis du modèle scolaire catalan, des représentations et idéologies linguistiques qui traversent le discours de ses opposants, et qui, selon nous, sont à l'origine des tensions. Dans un premier temps, cet article évoquera les principes et les étapes de la mise en place du modèle catalan de conjonction (*conjunció*), ainsi que les mouvements d'opposition qui se sont

1 Sauf indication contraire, toutes les traductions sont le fait de l'auteur. « Réorganiser les fonctions linguistiques de la société de façon à réadapter les fonctions sociales de la langue à des conditions “externes” changeantes ».

2 « Politiquement, ce qui déterminera le succès d'une politique sera la force politique et le soutien électoral des forces politiques engagées dans (ou opposées à) la récupération et la normalisation des langues minorées, ainsi que l'influence des mouvements sociaux pour ou contre une politique linguistique éducative active et normalisatrice. Logiquement, plus les mouvements sociaux sont forts et plus le soutien politique aux associations de défense d'une langue sont importants, plus les politiques mises en place seront intenses et ambitieuses. »

3 « Cela n'empêche pas que les nombreuses dimensions linguistiques de l'école soient très importantes pour toute société et qu'elles soient particulièrement valorisées dans un contexte de contact et de conflit linguistique. C'est dans ce sens que le système éducatif représente un atout trop précieux pour ne pas le mettre à contribution. »

progressivement structurés. Dans la section suivante, nous analyserons les représentations sociolinguistiques véhiculées par des opposants au modèle de conjonction à travers leurs discours, collectés sur les réseaux sociaux, et dont nous verrons que, loin d'être isolées, elles sont au contraire largement partagées. Dans une dernière section, nous évoquerons les menaces que ces représentations et idéologies font peser sur le modèle de conjonction et comment le gouvernement catalan tente d'en neutraliser les effets.

2 Le modèle scolaire catalan : entre acceptation et rejet

La mise en place du modèle de conjonction a globalement fait consensus dans la société catalane. Cependant, consensus ne signifiant pas unanimité, il a cristallisé une certaine opposition émanant de secteurs dits de défense de l'espagnol, qui se sont organisés en associations et plateformes.

2.1 Un modèle consensuel

Le modèle scolaire catalan de conjonction a vu le jour dans le cadre de la PNL mise en place par la Generalitat de Catalogne depuis le retour à la démocratie. Il devait apporter sa pierre à l'édifice de la normalisation de la langue catalane, fragilisée par plusieurs vagues d'immigration de caractère économique d'origine castillanophone. En effet, leur arrivée en Catalogne ayant coïncidé avec l'interdiction de l'usage public du catalan par le régime franquiste, l'alphabétisation des nouveaux arrivants dans cette langue s'en est trouvée compromise. S'appuyant sur la Constitution de 1978, qui a ouvert la voie à de multiples possibilités de planifier la revitalisation des langues d'Espagne dans l'enseignement, le modèle catalan scolarise tous les enfants au sein des mêmes classes, indépendamment de leur origine ethnolinguistique. Dans ce modèle défini comme plurilingue et pluriculturel, le catalan fait figure de langue de référence, en tant que langue véhiculaire de l'enseignement, de l'administration scolaire et, de façon générale, de communication. La langue espagnole et les langues vivantes étrangères (ci-après : LVE) sont des langues enseignées et véhiculaires dans les proportions fixées par le projet linguistique de chaque établissement. Ce modèle a été mis en place graduellement par les gouvernements catalans successifs, afin de favoriser l'intégration socioculturelle dans la catalanité de l'important collectif immigrant.

Dans un premier temps, l'objectif a été de généraliser l'enseignement du catalan et l'enseignement en catalan en fonction des moyens disponibles. La loi de normalisation linguistique de 1983 et ses développements successifs ont permis l'ouverture de classes d'immersion inspirées de l'expérience québécoise de Saint-Lambert, évaluée par Lambert et Tucker (1972), dès lors que le taux d'élèves castillanophones dans les écoles dépassait 70%, sur la base du volontariat. Parallèlement, la filière de l'enseignement en catalan continuait sa progression, l'usage du catalan devenant obligatoire pour un nombre croissant de matières. Un droit d'option linguistique était cependant accordé aux familles, lors des toutes premières années de scolarité de leur enfant. Dans les années 1990, l'indéniable succès de l'immersion en catalan⁴, ainsi que la progression de l'enseignement en catalan, ont abouti à la fusion des deux filières, donnant lieu à un modèle unique de conjonction, qui respectait cependant un droit d'option linguistique sous forme de suivi individuel. Depuis lors, et hormis les nécessaires ajustements requis par les vagues migratoires allophones postérieures, les changements se sont effectués à la marge, dictés le plus souvent par des modifications de la norme basique dont l'État espagnol a le monopole.

La PNL catalane, en général et dans l'éducation, a été saluée pour ses résultats, tout particulièrement par le sociolinguiste Fishman qui l'inscrit au tableau des (rares) « success stories » (1991, p. 287) en matière de revitalisation, ainsi que par le Comité d'experts du Conseil de l'Europe dans ses rapports périodiques sur l'Espagne (COE, 2005, 2008). Ainsi, le succès initial de la politique linguistique catalane est-il dû, à n'en pas douter, au volontarisme des institutions autonomes issues du catalanisme, fortement impliquées dans la défense de la langue catalane et à l'acceptation majoritaire de la société catalane. En effet, l'ouverture des premières classes immersives à Santa Coloma de Gramenet en 1983 répondait à une demande sociale émanant du fort collectif castillanophone pour lequel la langue catalane était envisagée comme un vecteur de mobilité sociale et d'intégration. Cette attitude était, certes, motivée par un certain pragmatisme, comme s'en fait l'écho

4 Entre 1983 et 1992, le nombre d'écoles impliquées dans le programme d'immersion est passé de 12 à 800. (Pacheco Oliveras, 2015)

Badia i Pujol (2010), puisque « la immersió reportaria una més gran qualitat (recursos i formació, sobretot) per als centres on es desenvolupava el programa » ce qui n'enlève rien au fait que « el consentiment de les famílies implicava sobretot una actitud positiva cap a la llengua catalana »⁵.

Ainsi, toutes les conditions étaient apparemment réunies pour favoriser l'implantation du modèle immersif en Catalogne, et favoriser la réussite de la PNL dans le domaine éducatif.

2.2 L'opposition au modèle éducatif

Cependant, dès ses débuts, la PNL en domaine scolaire a cristallisé contre l'immersion une certaine opposition qui ne s'est pas démentie jusqu'à aujourd'hui. Cette opposition s'est manifestée dès les années 1980 et s'est organisée en associations qui sont apparues graduellement au gré de l'évolution du modèle scolaire catalan.

Sur le territoire de la Catalogne, une des premières manifestations d'hostilité contre la normalisation de la langue catalane est apparue avec le Manifeste des 2300, publié le 25 janvier 1981 et signé par un groupe d'intellectuels et de fonctionnaires de l'enseignement. Ce manifeste évoquait alors la discrimination dont, disait-il, souffraient la langue espagnole dans l'enseignement ainsi que les castillanophones, alors que l'école catalane, telle que nous la connaissons aujourd'hui, n'en était qu'à ses premiers balbutiements. Le processus de substitution à l'œuvre contre la langue espagnole qu'il dénonçait aurait été le fruit de l'intransigeance, de la marginalisation imposées par un gouvernement nationaliste catalan, qualifié de totalitaire grâce à une analogie récurrente entre sa politique (linguistique) et la dictature franquiste. Les signataires dudit manifeste revendiquaient le castillan comme langue d'enseignement eu égard à son importance en termes démolinguistiques aussi bien en Catalogne qu'à l'échelle mondiale, et à sa qualité de « langue commune ». La publication de ce manifeste a été suivie de la création en 1983 de l'association *Acció Cultural Miguel de Cervantes*, en réaction à l'approbation de la loi de normalisation linguistique de 1983. Bien que l'opposition ait été initialement de faible ampleur, Francesc Candel journaliste, écrivain et élu municipal du *Partit Socialista Unificat de Catalunya* à Hospitalet de Llobregat, évoquait la défiance du collectif castillanophone vis-à-vis de la PNL au bénéfice du catalan : « la presència de la llengua catalana a molts ha semblat excessiva i a d'altres els ha espantat, o els espantava aquesta proliferació tot tement-ne conseqüències fatals per a ells si no s'acomodaven a aquest rodatge lingüístic. [...] se'ls transparentava el temor a la imposició del català »⁶ (1985, p. 61).

Le catalan est officiellement devenu la seule langue véhiculaire de l'enseignement dans le cadre de la communauté autonome dans les années 1990. Ce nouveau statut, confirmé par la Loi de politique linguistique de 1998, a suscité une prolifération d'associations ou plateformes, dont l'*Asociación por la tolerancia y contra la discriminación* (fondée en 1992), l'*Asociación de Profesores por el Bilingüismo* (fondée en 1994), le *Foro Babel* (fondé en 1996), *Convivencia Cívica Catalana* (fondée en 1998), et plus tardivement le parti *Ciutadans de Catalunya* (fondé en 2005). Ces plateformes, dans leur profession de foi et divers manifestes, établissent toutes un lien entre la langue catalane et l'idéologie nationaliste laquelle, semble-il, ne les concernerait pas, au service d'un projet de construction nationale selon des principes totalitaires, ou par antiphrase, anti-démocratiques : toutes dénoncent l'imposition du catalan dans l'enseignement ; toutes en appellent au respect des droits individuels dont découlerait un pseudo-droit à choisir la langue de scolarisation ; toutes valorisent une forme de bilinguisme social, dont le milieu éducatif devrait s'inspirer, afin que les deux langues y occupent un espace équivalent. Certains groupes, tels *Foro Babel* ou *Ciutadans de Catalunya*, évoquent une langue espagnole parée de toutes les qualités, présentée selon un mode d'expression superlatif (« importantísimo valor económico ») et induisant une dévalorisation de la langue catalane.

Plus récemment, de nouvelles associations ont vu le jour, telles que *Impulso Ciudadano* (fondé en 2009), *Asamblea por una Escuela Bilingüe* (fondée en 2013), *Societat Civil Catalana* (fondée en 2014), *Hablamos Español* (fondée en 2017). Leur création coïncidant avec le bras de fer entre la Generalitat, engagée dans un processus indépendantiste, et le gouvernement de Mariano Rajoy, animé par des vellétés recentralisatrices, leur

5 « L'immersion apporterait une plus-value (surtout en termes de ressources et de formation) aux établissements engagés dans le programme. [...] Le consentement des familles impliquait surtout une attitude positive vis-à-vis de la langue catalane. »

6 « Beaucoup ont considéré que la présence de la langue catalane était excessive, et d'autres en ont nourri des craintes, ou ils craignaient cette prolifération ainsi que des conséquences dramatiques s'ils ne s'accommodaient pas de ce rodage linguistique. [...] Ils laissaient transparaître la crainte d'une imposition du catalan. »

discours est habité de façon récurrente par la question du catalanisme et par extension de l'indépendantisme, tout en faisant abstraction d'un nationalisme castillan dont il est porteur.

La plateforme *Hablamos Español* (HE) cible exclusivement la question linguistique envisagée dans toutes les communautés autonomes (ci-après : CA) dites « bilingues ». Comme la plupart de ses homologues, elle se définit comme apolitique. Les points forts de son argumentaire reposent sur la défense du castillan et des castillanophones et sur l'opposition aux PNL. Dans le domaine de l'enseignement, son objectif consiste, d'une part, à défendre le principe de la liberté de choisir la langue d'enseignement. D'autre part, elle défend un droit d'étudier en castillan qui s'incarnerait, premièrement, dans un système de filières linguistiques à l'instar de celui en vigueur au Pays basque, sur le principe de deux filières : l'une exclusivement en castillan (modèle A au Pays basque), et l'autre exclusivement en catalan (modèle D au Pays basque). Deuxièmement, ce droit s'accommoderait également d'un modèle paritaire (Modèle B au Pays basque). Ce droit linguistique individuel est présenté sous forme de généralisation abusive comme la norme dans le reste du monde. Sans prétendre analyser l'ensemble du discours du site de l'association, on peut cependant remarquer l'insistance sur le versant politique lié à la promotion du catalan. Le thème de la manipulation, de l'endoctrinement est prégnant dans le discours de l'association ainsi que le lien que la langue entretient avec le nationalisme/l'indépendantisme. La victimisation du castillan et de ses locuteurs, qui seraient objets de persécution et de discrimination, est une stratégie courante qui joue potentiellement sur les émotions du public lecteur par le recours au pathos.

L'*Asamblea por una Escuela Bilingüe de Cataluña* (AEB) (2017) s'oppose au modèle scolaire en catalan au nom du respect des droits individuels. Elle défend le principe du bilinguisme, voire du trilinguisme scolaire, à savoir un modèle scolaire dans lequel les deux langues co-officielles ainsi qu'une ou plusieurs langues étrangères seraient véhiculaires. L'argumentaire de l'association repose sur une opposition entre un objectif de bilinguisme scolaire, représentatif de la société catalane, elle aussi bilingue, et le système immersif, présenté comme monolingue. Par ailleurs, partant du présupposé que l'école est l'unique vecteur d'acquisition des langues, l'argumentaire de l'AEB décline les avantages liés au bilinguisme dont les enfants sont théoriquement privés du fait du monolinguisme de l'enseignement en Catalogne. Ainsi, le modèle immersif serait responsable d'une compétence lacunaire des élèves en espagnol, compromettant l'objectif d'une maîtrise des deux langues co-officielles inscrit dans la loi, ainsi que l'avenir professionnel des enfants. L'enseignement immersif serait un facteur de repli sur soi et potentiellement un facteur de conflits. L'argumentaire de l'AEB consiste également à démentir un par un les aspects positifs de l'immersion traditionnellement avancés par ses défenseurs et promoteurs, dont la Generalitat. Globalement, l'argumentaire de l'AEB consiste à disqualifier l'immersion en catalan afin de convaincre de la nécessité de la remplacer par un système bilingue qui permettrait d'offrir un espace légitime à l'espagnol.

Ces nombreuses associations et plateformes sont toutes engagées dans la défense du castillan, dont le corollaire est le rejet de l'immersion et, par extension, du catalan. Elles mobilisent des arguments très similaires, dont l'importance varie selon les discours et les stratégies privilégiées par chacune. Leur émergence respective semble correspondre davantage à une réaction contre des mesures ponctuelles en matière de politique linguistique éducative, ou à un contexte politique particulier, qu'à des positionnements différents. Ainsi, les associations de création récente sont particulièrement influencées par la question politique liée au processus indépendantiste. Leur multiplication n'a pas ébranlé l'idée de consensus autour de l'immersion. Cependant, pour autant qu'elles ne rassembleraient autour d'elles qu'une part minoritaire de la population catalane, certaines n'en sont pas moins très actives.

3 Les discours d'opposition des citoyens

Les commentaires d'internautes réunis dans un corpus de discussions provenant des comptes twitter de *Hablamos español* et de l'AEB sont traversés par des représentations concernant les deux langues en contact, catalan et espagnol, et dont l'ensemble constitue une certaine idéologie linguistique.

3.1 Les discours : corpus et méthodologie

La multiplication du nombre d'associations dénonçant le système immersif montre la centralité de la PNL en éducation et l'opposition qu'elle suscite auprès d'une partie de la société catalane. Elle montre également que

cette opposition ne semble pas devoir se résorber, au risque de compromettre la PNL. Nous nous proposons donc d'analyser les discours d'opposition au système immersif catalan à partir de discussions publiées sur le compte twitter de deux associations : AEB et *Hablamos Español*. Notre choix s'est porté sur les réseaux sociaux, car, comme l'affirme Marcocchia : « Il s'agit d'un corpus idéal pour l'analyse des conversations et l'analyse du discours », car, poursuit-il, « [i]l s'agit d'échanges authentiques produits en l'absence de l'analyste qui les enregistre, ce qui permet d'éviter un des problèmes méthodologiques habituels de l'analyse des conversations » (2004, p. 2).

Les associations, très présentes sur de nombreux réseaux sociaux, y publient des informations concernant leurs activités (manifestations, rencontres, etc.) et relaient de nombreux articles de journaux (ABC.es, elnacional.com, elespañolcom, elmundo.es, libertaddigital.com, elcorreo.com) auxquels réagissent des internautes. À cet effet, nous avons constitué un corpus de douze discussions⁷ centrées sur la question de l'immersion en catalan extraites du compte twitter des deux plateformes mentionnées entre décembre 2020 et février 2021, et dont les caractéristiques sont présentées dans le tableau suivant :

	NOMBRE DE PARTICIPANTS	NOMBRE DE COMMENTAIRES	COMMENTAIRES POSITIFS SUR LE CATALAN	COMMENTAIRES NÉGATIFS SUR LE CATALAN	ORIGINE GÉOGRAPHIQUE DÉCLARÉE DES PARTICIPANTS		
					CATALOGNE	ESPAGNE	NON DÉCLARÉE
HE-1	2	4	0	2	0	0	2
HE-2	16	20	0	15	0	3	13
HE-3	16	17	3	13	0	4	12
HE-4	13	30	2	9	0	6	7
HE-5	109	149	35	35	11	19	79
HE-6	15	27	2	12	1	6	8
HE-7	17	26	0	16	0	5	11
HE-8	11	11	0	11	0	2	9
HE-9	5	7	1	4	0	1	4
AEB-1	3	32	1	2	1	0	2
AEB-2	13	19	3	8	4	2	7
AEB-3	3	3	0	3	0	0	3

Tableau 1 : Caractéristiques du corpus

Le tableau montre une certaine hétérogénéité des discussions, dont le nombre de participants est variable. Une proportion importante des messages ne constitue qu'une réponse isolée à l'amorce proposée par les plateformes. Cependant, les échanges entre twitteurs, s'ils ne sont pas rares (44), sont plutôt brefs, servant à confirmer des valeurs partagées ou à introduire des nuances dans les positionnements. Les discussions plus longues sont souvent le fruit de vues opposées. Les commentaires négatifs envers le catalan, plus nombreux, montrent qu'il s'agit majoritairement d'un « entre soi » qui permet d'exprimer et de conforter des représentations partagées. Mais cet « entre soi » est perturbé par des interventions en décalage avec le positionnement dominant, chacun restant au final sur ses positions initiales. Les amorces thématiques des discussions sélectionnées, bien qu'étant globalement variées, concernent majoritairement, d'une part, la Loi Organique 3/2020, du 29 décembre, qui modifie la Loi Organique 2/2006, du 3 mai, d'Éducation ou loi Celaá (du nom de la ministre socialiste de l'Éducation espagnole qui l'a parrainée) d'où a été retirée toute mention au caractère véhiculaire et officiel du castillan à l'école⁸. D'autre part, l'arrêt du Tribunal Superior de Justice de Catalogne 8675/2020 du 17 décembre 2020 (STSJC 8675/2020) qui confirme une nouvelle fois l'obligation pour les écoles de Catalogne d'élever la langue espagnole au rang de langue véhiculaire à hauteur de 25%

⁷ Voir annexe.

⁸ Cette mention a été substituée par celle de la garantie à recevoir des enseignements en castillan et dans les autres langues co-officielles, conformément à la Constitution et aux Statuts d'autonomie. Le caractère véhiculaire du castillan n'apparaissait dans presque aucune loi antérieure, sauf dans la LOCE (2002) qui n'est pas entrée en vigueur, et surtout dans la LOMCE (2013). Cependant, sa suppression a été interprétée parmi les partis de la droite et de l'extrême-droite espagnole comme un renoncement au caractère officiel et véhiculaire du castillan et une imposition de l'immersion en catalan.

minimum du volume horaire total constitue également une thématique centrale. Cependant, celle-ci, comme les autres, ne constituent que des amorces. En effet, il n'est pas rare que les réactions des internautes s'en affranchissent rapidement et durablement, donnant lieu à de fréquentes digressions et ramifications propres aux réseaux sociaux.

Notre approche des commentaires et conversations des twitteurs reposera sur une analyse de leurs représentations sociolinguistiques, définies comme des « catégories de représentations sociales/collectives, donc partagées », et qui de ce fait sont « des systèmes d'interprétation régissant notre relation au monde et aux autres » (Boyer, 2001, p. 41-42). Les représentations sociolinguistiques sont centrales dans les dynamiques de conflits de langues. En effet, selon Boyer, s'appuyant sur Bourdieu, elles sont « des énoncés performatifs qui prétendent à faire advenir ce qu'ils énoncent » (Boyer, 2003, p. 11), et sont repérables à partir des propos épilinguistiques des locuteurs (ici les twitteurs). Les représentations impliquant « une évaluation, donc un contenu normatif qui oriente cette représentation soit dans le sens d'une valorisation, soit dans le sens d'une stigmatisation » (Boyer, 2003, p. 42), nous rechercherons les marqueurs dans les discours et les interactions, relevant de l'évaluation, de la catégorisation, de la hiérarchisation, ainsi que de procédés argumentatifs, au premier rang desquels on relèvera les stéréotypes.

Les discours sur les réseaux sociaux des deux associations (AEB et *Hablamos Español*) restent focalisés sur leur argumentaire respectif, enrichi cependant, dans le cas de l'AEB, d'une dimension conflictuelle restée latente dans son discours initial. Cette dimension s'exprime dans des en-têtes construits sur le mode de la réfutation : « el castellano NO es lengua vehicular en Cataluña »⁹(AEB-2), et de la condamnation par la mise en accusation répétitive, tel un calque, du comportement de la ministre de l'Éducation Isabel Celaá : « LaSra.@CelaaIsabel vuelve a mentir [...] Miente y miente y miente »¹⁰ (AEB-2). Ce n'est pas un épiphénomène, puisque ce procédé est réutilisé avec des variantes, comme l'interpellation et la menace : « Quien no hará la vista gorda, serán los tribunales Sra@CelaaIsabel »¹¹ (AEB-1).

Quant au discours de *Hablamos Español* sur les réseaux sociaux, l'aspect conflictuel y est plus larvé. Il s'exprime indirectement par l'intermédiaire du contenu des articles que l'association propose aux internautes, l'intervention de l'association se limitant à mettre en vedette un extrait des articles qu'elle publie. Les éléments de discours choisis traduisent son positionnement traditionnel, à savoir l'amalgame entre immersion et franquisme, ainsi que la victimisation de la langue espagnole et des hispanophones.

3.2 Les représentations et idéologies des internautes dans leurs discours¹²

Les internautes en réagissant aux tweets des plateformes, à propos de l'immersion en catalan, expriment leurs représentations sur la langue catalane et la langue espagnole. Les désignations qu'ils utilisent, les argumentaires qu'ils produisent et les situations d'énonciation permettent de dresser un tableau de leurs représentations, dont la tendance majeure est de stigmatiser le modèle scolaire catalan. Cette stigmatisation repose sur le principe que l'immersion serait une anomalie imputable à son caractère obligatoire. C'est une opinion largement partagée par les internautes qui évoquent explicitement ou implicitement le caractère prétendument biaisé de l'immersion en catalan, puisque le modèle immersif québécois, dont la Catalogne s'est inspirée, était basée sur le volontariat des familles. Le modèle catalan contreviendrait donc au principe fondamental du volontariat, puisqu'il a rendu obligatoire une langue qui n'est pas la L1 des élèves castillanophones. C'est le point de départ d'une argumentation qui infère que le catalan étant obligatoire, il est donc imposé à ceux qui ne souhaitent pas ce mode de scolarisation. Et puisque le catalan est obligatoire, on en déduit, selon une logique biaisée, que le castillan est, quant à lui, interdit. Cette idée d'interdiction du castillan est ainsi exprimée : « Així es, com Catalunya fa 50 anys, prohibeix a l'escola una de les llengües dels catalans. Aquest

9 « Le castillan n'est pas une langue véhiculaire en Catalogne. »

10 « Madame@CelaaIsabel continue de mentir [...] Elle ment, elle ment et elle ment. »

11 « Ceux qui ne vont pas fermer les yeux, ce sont les tribunaux Madame@CelaaIsabel. »

12 Toutes les interventions d'internautes dans cette section ont été fidèlement retranscrites, sans qu'aucune correction ou modification n'ait été apportée.

cop es el castellà»¹³ (AEB-1), «entonces se prohibía el catalán [...] como ahora se prohíbe el español»¹⁴ (HE-5). L'argumentation se poursuit dans la même logique pour en arriver à la conclusion que l'interdiction supposée du castillan débouche sur «el exterminio del español» (AEB-3), et que « el español, en la educación y en la administración está totalmente exterminado »¹⁵ (HE-5). Il est également décrit comme une « lengua secuestrada » (HE-5). Ces formulations dénonçant un linguicide, conscient, volontaire, programmé « la ley de inmersión lingüística catalana impone el catalán y lo [el castellano] prohíbe bajo pena de multa en muchos ámbitos como la escuela »¹⁶ (HE-5) produisent en outre un effet pathétique, potentiellement exacerbé par le double sens de « español », à la fois nom de la langue et ethnonyme, pouvant être ressenti comme une atteinte physique et identitaire. Ce raisonnement est poussé à l'extrême jusqu'à établir une analogie avec le franquisme selon le syllogisme suivant :

- a) le franquisme est un régime autoritaire/totalitaire/fasciste ;
- b) le franquisme a interdit le catalan ;
- c) donc les institutions gouvernementales catalanes qui « interdisent » le castillan sont autoritaires/totalitaires/ fascistes.

D'où certaines réflexions qui s'affichent fréquemment dans les discussions, telles que : « Hacen exactamente lo mismo que hizo Franco con el catalan »¹⁷ (HE-5), ou encore : « La dictadura ha vuelto en nuestro país » (HE-5). De là à qualifier les gouvernants catalans de fascistes et de nazis, il n'y a qu'un pas, qui est très souvent franchi. Il n'est pas rare qu'un tel amalgame soit un moteur de créativité lexicale sous forme de jeux de mots, tel ces deux exemples : « NAZionalistas » (AEB-2) et « na'Z'ionalista » (HE-8). Il n'est pas rare non plus que certains intervenants établissent une comparaison entre le franquisme et le nationalisme catalan, en minimisant le caractère autoritaire du premier et en amplifiant celui supposé du second, à l'instar des deux tweets suivants :



Interaction 1 (HE-5)¹⁸

13 « C'est comme en Catalogne, il y a cinquante ans, on interdit à l'école une des langues des Catalans. Cette fois c'est le castillan. »

14 « A cette époque on interdisait le catalan [...] tout comme on interdit l'espagnol maintenant. »

15 « L'espagnol, dans l'éducation et dans l'administration, a été complètement exterminé. »

16 « La loi d'immersion linguistique catalane impose le catalan et l'interdit [le castillan] sous peine d'amende dans de nombreux domaines comme l'école. »

17 « Ils font pareil que Franco avec le catalan. »

18 « **Mafalda**

À l'époque le catalan était interdit à l'école – c'est pour ça qu'on l'a appris dans la rue – tout comme maintenant on y interdit

Il s'agit ici d'une idéologie victimiste qui se nourrit d'un supposé totalitarisme linguistique. Cette idéologie, qui porte la marque du processus indépendantiste, est récurrente, faisant rejaillir les stigmates attribués au nationalisme catalan sur la langue qui en servirait les intérêts : « Son lenguas herramientas de la traición »¹⁹ (HE-4), « [...] una lengua se utiliza como arma política de adoctrinamiento »²⁰ (HE-3). Le catalan aurait une fonction manipulateur et destructrice de l'unité nationale, alors que le castillan en tant que « lengua común » serait un facteur de cohésion : « Si la más importante utilidad de una lengua es hacer posible la comunicación entre personas, y en el terreno político cohesionar la Nación, el español es la única lengua que en España cumple con estos requerimientos »²¹ (HE-2). Ainsi, la fonction de la langue catalane se limiterait au seul champ politique, la disqualifiant en tant qu'outil de communication : « Las lenguas regionales sirven para lo que sirven, recibir subvenciones, imponerlas, castigar y separar. En Cataluña son maestros. Eso sí, los Máster en castellano que si no se apunta nadie. La pasta lo primero »²² (HE-4). Tout en établissant la supériorité économique de l'espagnol, ce propos combine deux stéréotypes dont l'association renforce la stigmatisation du catalan : celui du Catalan pingre et celui de l'instrumentalisation de la langue, qui la disqualifie en tant que moyen de communication, évoquant l'idéologie d'une « néantisation » de la langue (et des langues d'Espagne), puisque le potentiel communicationnel faible (restreint à la région), voire nul, en fait des « lenguas inútiles » (H.E.-9), voire des « lenguas muertas » (HE-4), donc des « non-langues ».

Les représentations suggèrent également une idéologie d'infériorisation sociolinguistique. Elles sont exprimées explicitement dans les discours et sont aussi révélées implicitement par la mise en regard des deux langues en contact. Elles s'expriment à travers la catégorisation et la hiérarchisation. Les désignations affectées au catalan et au castillan en sont une manifestation. Le catalan, apparaît sous la désignation de « dialecto », dans un énoncé argumentatif utilisant la répétition et la typographie : « Lo malo es que no quieren entender que es un dialecto. Por favor, yo lo estudié así : un DIALECTO »²³ (HE-5). Cette désignation est symptomatique d'une vision dégradante et dévalorisante de la langue catalane en plus de la situer dans une position subordonnée. D'autres désignations vont dans le même sens, comme celle de « lenguas regionales » (HE-4/HE-5/HE-7), par opposition au castillan, lingua franca mondiale, véritable *Weltsprache* digne de ce nom. Utilisée au pluriel, cette dénomination englobe toutes les langues autres que l'espagnol, et *a fortiori* le catalan, traduisant donc une vision hiérarchisée des langues en Espagne.

Le caractère local de ces langues, perçues de façon méprisante, constituerait une entrave à la communication : « el catalán, será todo lo que quieras, pero fuera de esas provincias, ni se habla ni se entiende »²⁴ (HE-2). Le localisme du catalan est d'autant plus restrictif qu'une comparaison s'effectue systématiquement avec la langue espagnole, soit en creux, soit explicitement lorsque les twitteurs en déclinent les avantages : « Recordemos que la lengua española la hablan más de 500m de personas »²⁵ (HE-2). Le castillan est présenté dans sa dimension internationale, justifiant de ce fait la dénomination de « lengua común » (AEB-1/AEB-3). L'argument démoulinguistique est mis à contribution par les détracteurs de l'immersion pour afficher la supériorité du castillan au sein même de la CA dans les usages linguistiques interpersonnels : « de hecho la lengua materna

l'espagnol. Actuellement l'apprentissage du castillan se fait aussi principalement dans la rue, sauf dans la Catalogne profonde. [...]

Felicity Morera

C'est pas vrai, moi j'ai appris le catalan à l'école et on parlait catalan à la maison. Catalan avec mon père, espagnol avec ma mère. Et les gens le dimanche, en sortant de la messe allaient danser des sardanes à la place Sant Jaume. Alors arrêtez de mentir, le catalan n'était pas interdit. »

19 « Ces langues sont au service de la trahison. »

20 « Une langue utilisée comme arme politique d'endoctrinement. »

21 « Si l'utilité première d'une langue est de faciliter la communication entre les gens, et sur le plan politique de favoriser la cohésion de la nation, l'espagnol est la seule langue qui en Espagne répond à ces exigences. »

22 « Les langues régionales ne servent à rien d'autre qu'à recevoir des subventions, à être imposées, à punir et à séparer. En Catalogne, ce sont des experts. Par contre, les Master en castillan sinon personne ne s'y inscrit. Le fric d'abord. »

23 « Le pire c'est qu'ils ne veulent pas comprendre que c'est un dialecte. S'il vous plaît, c'est comme ça qu'on me l'a appris : un DIALECTE. »

24 « Tu peux dire ce que tu veux, mais le catalan, en-dehors de ces régions, personne ne le parle ni ne le comprend. »

25 « N'oublions pas que la langue espagnole est parlée par plus de 500m de personnes. »

de la mayoría de los catalanes es el español »²⁶ (HE-6). Cette domination du castillan est également actée par ses défenseurs qui conviennent que « la lengua más hablada en Cataluña, en trabajos, administración y en la calle, es la lengua castellana, oficial en toda España según la CE »²⁷ (HE-5). Argument numérique permettant de défendre une thèse et son contraire, il démontre toute sa versatilité et l'instrumentalisation qui en est faite en fonction des intérêts particuliers de chaque camp. Pour les détracteurs de l'immersion, il consiste à démontrer l'absurdité de reléguer le castillan à une fonction et une présence résiduelle dans l'enseignement, alors qu'il s'agit d'une langue socialement dominante. De même, il est tout aussi absurde à leurs yeux d'accorder la quasi-totalité des fonctions scolaires à une langue minoritaire. L'argumentation joue sur une apparente contradiction qui s'affranchit de toute considération sociolinguistique. Pour les défenseurs de l'immersion, l'argument de la domination du castillan sert justement à justifier la place du catalan dans l'enseignement, dans une perspective sociolinguistique de discrimination positive inscrite dans une logique de réparation historique.

En lien direct avec la hiérarchisation des deux langues en contact, il y a cette réflexion partagée par plusieurs internautes selon laquelle la connaissance du seul catalan, (la maîtrise de l'espagnol étant limitée par l'exclusivité du catalan) compromettrait l'avenir socioprofessionnel des enfants : les limitations du catalan en termes démographique et communicationnel mettraient en péril l'avenir des futurs adultes de Catalogne. Ponctué d'éléments lexicaux relevant de l'insulte dans une visée à la fois accusatrice et condamatoire, la citation suivante, offre une vision cauchemardesque de la PNL et se veut la conséquence d'une politique linguistique irrationnelle, destructrice, facteur d'isolement et de repli sur soi : « Son así de gilipollas. Son capaces de hundir la educación y las posibilidades de futuro laboral de varias generaciones con tal de que sus aspiraciones de Insula Barataria, perdido ya cualquier horizonte de mínima cordura, sigan en modo alocado zombie hasta la ruina total »²⁸ (HE-6). Ces exemples de productions épilinguistique²⁹ révèlent des auto- et hétéro-représentations construites en regard et qui opposent les deux langues. Elles sont globalement hiérarchisantes et catégorisantes, dans le sens d'une stigmatisation du catalan et d'une valorisation de l'espagnol, et dont la dynamique générale est d'assoier la supériorité du castillan et donc sa domination. L'idée de supériorité et de domination qui habite les discours légitime la perception de l'immersion en catalan comme une anomalie, dans le sens où celle-ci est perçue comme une transgression d'un ordre légitime et non pas comme une mesure de discrimination positive dans une perspective de normalisation linguistique, au sens aracilien du terme. Selon ce même discours, cet ordre légitime s'incarnerait dans des modèles scolaires où le castillan occuperait une place dominante, voire exclusive :

- a) un modèle exclusivement en castillan : « si lo hiciesen como en Francia, todo en francés, no habría ningún problema »³⁰ (HE-2) ;
- b) un modèle de deux filières, l'une exclusivement en espagnol, l'autre exclusivement en catalan : « lo razonable sería q el q quiera 100% en catalán pueda (y de hecho puede) y el q quiera 100% en español pueda (y de hecho no se puede) »³¹ (HE-3) ;
- c) une troisième option serait celle d'un bilinguisme asymétrique : « debería ser el 50% como mínimo »³² (HE-3).

Ces propositions de modèles linguistiques pour l'enseignement, en concordance avec les propos tenus, consacrent une vision préconisant la suprématie/domination de l'espagnol. Elles évoquent une idéologie

26 « De fait, la langue maternelle de la majorité des Catalans c'est l'espagnol. »

27 « La langue la plus parlée en Catalogne, au travail, dans l'administration et dans la rue, c'est le castillan, langue officielle dans toute l'Espagne selon la CE. »

28 « Quelle bande de cons ! Ils sont capables de foutre en l'air l'éducation et l'avenir professionnel de plusieurs générations, tout ça parce qu'avec leur esprit de clocher, ils sont en mode zombie cinglé sans pitié, capables de tout détruire. »

29 Les productions épilinguistiques sont définies par Canut comme « les discours métalinguistiques au sens strict (discours des grammairiens, des linguistes, etc., impliquant une distanciation, un savoir et une objectivation par rapport à l'objet langue) et les discours évaluateurs spontanés des locuteurs » (1998, para. 3)

30 « S'ils faisaient pareil qu'en France, tout en français, il n'y aurait pas de problème. »

31 « Ce qui serait raisonnable, c'est que celui qui voudrait 100% en catalan puisse (et de fait il peut) et que celui qui voudrait 100% en espagnol puisse (et de fait il ne peut pas). »

32 « Il faudrait que ce soit 50% minimum. »

diglossique, voire ouvertement unilinguiste, puisque deux d'entre elles révèlent une imperméabilité totale au bilinguisme, lorsqu'il implique une autre langue d'Espagne.

Ces discours révèlent des représentations qui, par l'utilisation récurrente des mêmes schémas argumentaires, largement mis à contribution et dont on ne questionne jamais la validité, sont largement partagées et, pour la plupart, stéréotypées. Ces stéréotypes – en tant que « sorte de représentation que la notoriété, la fréquence d'usage, la simplicité ont imposé comme évidence à l'ensemble d'une communauté (ou d'un groupe à l'intérieur de la communauté) » (Boyer, 2016, p. 36) – s'articulent autour de la question de l'imposition de l'immersion et du catalan, réduite à une interdiction et à l'élimination de l'espagnol, et un amalgame entre l'immersion/le catalan et totalitarisme. Ce stéréotypage reflète les interdiscours qui alimentent les commentaires des internautes, car « tout énoncé confirme, réfute, problématise des positions antécédantes [...]. Telle est la conséquence inévitable de la nature dialogique du langage » (Amossy, 2000, p. 27). L'activité discursive des twitteurs contre le modèle immersif se fait certes l'écho de celle propre aux associations. Ils la reprennent à leur compte par la réfutation de tout argumentaire en faveur de l'immersion tout en le présentant comme une litanie, une rengaine vide de sens et qui porte en elle sa propre disqualification :

Juan A. @tiniton8 · Dec 11, 2020

...

Replying to @HablamosE

Nuevo error. Si se afirma que el español está siendo atacado, los promotores de las imposiciones responderán de la forma habitual: "el castellano no está en peligro, es hablado por más de 500 millones de personas en todo el mundo y es mayoritario en las CCAA con otras lenguas".



Juan A. @tiniton8 · Dec 11, 2020

...

Replying to @HablamosE

Son los idiomas minoritarios los que están en peligro y, por eso, es imprescindible fomentar su uso a través de la inmersión lingüística o con incentivos que impulsen a los hablantes a utilizarlo.



Juan A. @tiniton8 · Dec 11, 2020

...

Replying to @HablamosE

Lo que está siendo seriamente dañado con las imposiciones que se producen desde hace décadas son los derechos de los hablantes del idioma español.



Citation 1 (HE-1)³³

33 «**Juan A.**

Nouvelle erreur. Si on affirme que l'espagnol est attaqué, les promoteurs des impositions répondront comme d'habitude : " le castillan n'est pas en danger, il est parlé par plus de 500 millions de personnes dans le monde et il est majoritaire dans les CA bilingues. ”

Juan A.

Ce sont les langues minoritaires qui sont en danger et c'est pour cela qu'il faut promouvoir leur usage grâce à l'immersion linguistique grâce à des mesures qui encouragent les locuteurs à les utiliser.

Juan A.

Ce qui est vraiment lésé depuis des décennies d'impositions ce sont les droits des locuteurs de la langue espagnole. »

Cependant, le paradigme représentationnel qui se dessine à travers les propos des twitteurs n'est pas un simple miroir de celui des associations. Il est traversé par de nombreux autres discours. Lagarde (2002) a montré comment et combien cet imaginaire imprègne une abondante littérature se faisant l'écho des inquiétudes du « centre castillanophone » autour de la question des langues et des nationalismes. Moreno Cabrera, pour sa part, relie ce paradigme représentationnel à une idéologie qu'il baptise du nom de « españolismo lingüístico » (Moreno Cabrera, 2015), cas particulier du « nationalisme majoritaire » que Lecours et Nootens définissent comme : « celui dont les projets identitaires et de mobilisation sont articulés largement par l'intermédiaire des institutions et organes de l'État central. Il est associé aux politiques de construction nationale (nation-building) mises en œuvre par l'État central pour donner à ses citoyens une langue, une culture ou une identité communes » (2007, p. 33). Selon Moreno Cabrera (2015), ce nationalisme linguistique serait ancré dans les travaux du philologue et ancien directeur de la *Real Academia Española*, Ramón Menéndez Pidal. Son discours fondateur fait toujours autorité au sein de la RAE, et de nombreux intellectuels se le sont approprié dans leurs manifestes et ouvrages, eux-mêmes relayés et repris dans les médias...et imprègne manifestement la société espagnole.

La spécificité de certains discours d'internautes réside dans l'omniprésence d'une tension qui se traduit par une agressivité, voire une violence verbale observable dans les interactions, d'ordre polémique ou fulgurante selon les catégories définies par Auger, Fracchiolla, Moïse et Romain (2013, p. 12), comme cette interaction entre un défenseur et un opposant de la PNL catalane laquelle met en scène une montée en tension débouchant sur un épisode de violence verbale, via le dénigrement, l'insulte et la disqualification ; ce positionnement n'est pas étranger au processus indépendantiste:

Nil Bonatti @GatCatala · Feb 5

Franklin, seguro que no tienes los siguientes datos

En Cataluña:

97% cine en castellano

74% TV en castellano

68% prensa en castellano

84% resoluciones judiciales en castellano

94% etiquetaje en castellano

Así que no te flipes tanto y informate mejor.

2   

Franklin Hernández @Frankli32272298 · Feb 5


Deja las drogas , provocan alucinaciones

1   

Nil Bonatti @GatCatala · Feb 5

Pues tu deberías de informarte y dejar de hacer el ridículo.

(ya se nota que no tienes ni puta idea de lo que hablas)

1   

Franklin Hernández @Frankli32272298 · Feb 5

Lo que diga un sepa-rata narniamo carece de valor alguno , es como aplastar cucarachas , solo se oye el ruido

1   

Nil Bonatti @GatCatala · Feb 5

Claro.

Fíjate lo tonto que eres que ni vas a cotejar la información que te he dado.
Como sois los fascistas...



Franklin Hernández @Frankli32272298 · Feb 5

Txupito para el panoli del día , que se traga sus propias mentiras , es lo que tiene el adoctrinamiento intensivo en aulas y medios de comunicación .
Victimistas profesionales y expertos en falsear la historia . Que ya no engañáis a nadie 😂 . Condaditos



Nil Bonatti @GatCatala · Feb 5

Estas enfermo. Que estas diciendo?

Pero tu no cotejes la información no sea que te explote el cerebro.

Ejercicios fáciles:

- busca en la cartelera de cines de Barcelona una película en Catalán.
- busca cuantos periódicos en Cataluña editan en Catalán i en castellano.



Franklin Hernández @Frankli32272298 · Feb 5

Discutir con sepa-ratas es como hacerlo con una medusa , una araña , o un mosquito 🦟 , pérdida de tiempo inmensa . Ni un ejército de psiquiatras serían capaces de curar a esa sociedad enferma de odio



Interaction 2 (HE-6)³⁴

34 « **Nil Bonatti**

Franklin, tu ne dois pas avoir les données suivantes

En Catalogne

97% cine en castillan

74% TV en castillan

68% presse en castillan [...]

Alors pas la peine de flipper et informe-toi

Franklin Hernández

Arrêtes la drogue, ça fait délirer

Nil Bonatti

Ben, tu devrais t'informer et arrêter de te ridiculiser. (on voit bien que t'as aucune idée de ce dont tu parles)

Franklin Hernández

Ce que raconte un sépaRATiste narnien, ça vaut rien, c'est comme écraser des cafards, on entend que le bruit

Nil Bonatti

C'est ça. Qu'est-ce que t'es con, tu vas même pas vérifier l'information que je te donne. Comment vous êtes vous, les fascistes

La volonté de dialogue non exempte de tension de l'un se heurte au refus d'un dialogue raisonné de l'autre. La volonté de domination est omniprésente, car :

[...] l'insulte, comme tout acte de déclassement ou de dévalorisation d'autrui, permet à l'énonciateur de proclamer sa position haute, et corollairement la position basse de l'adversaire [...]. Car la position basse s'inscrit dans une dynamique de subordination comme la position haute impose une dynamique d'emprise et de contrôle sur autrui » (Vincent, 2013, p. 52)

Elle s'exprime par le dénigrement de l'interlocuteur au moyen de l'analogie avec toute une série de bestioles présumées repoussantes, par le rapport destructeur que l'interlocuteur entretient avec ledit bestiaire, par la disqualification du discours de l'autre qu'il refuse d'écouter. L'échange se conclut par un rejet mutuel des personnes et de leur langue : « Anda niño, pierde ya en tu país de mierda y deja de tocar las pelotas con el castellano de los cojones »³⁵ (HE-6). L'activité discursive des twitteurs dans ses divers aspects traduit donc des représentations largement empruntées au discours idéologique dominant, visant à assurer sa domination et à « rendre dans les faits le bilinguisme nécessaire pour les uns et optionnel pour les autres » (Lagarde, 2002, p. 248).

4 L'impact des représentations sur le modèle scolaire catalan et la gestion de la Generalitat

Branca-Rosoff (2002, p. 82), en accord avec le lien que Boyer établit entre représentations, opinions et comportements, notait qu'« il ne suffit pas d'appréhender les représentations des locuteurs en termes d'illusion », car « le regard que l'on porte sur la réalité, la perception qu'on en a, les propos que l'on tient sur elle ont eux aussi une réalité et une efficacité ». Ainsi, les représentations qui habitent le discours des internautes ont pu se matérialiser dans un activisme portant sur la revendication d'un enseignement en castillan, et qui les ont conduits à se tourner vers les tribunaux pour faire valoir ce qu'ils considèrent être leur droit. Certes, on peut a priori postuler un impact mineur de ces représentations sur le modèle de conjonction. En effet, cette dynamique qui démarre dès 1983 a été freinée par l'arrêt du Tribunal Constitutionnel 337/1994, du 23 décembre (STC 337/1994) ayant validé le système immersif. C'est l'arrêt du Tribunal Constitutionnel 31/2010 (STC 31/2010), portant sur le statut d'autonomie catalan de 2006, qui a réactivé les demandes d'enseignement en castillan (Solé i Durany, 2019, p. 172). Malgré cela, leur nombre – bien que les chiffres soient imprécis et parfois contradictoires³⁶ –, révèle le caractère marginal de l'activisme hostile au modèle de conjonction. Les processus électoraux abonderaient en partie dans ce sens. En effet, lors des élections régionales successives en Catalogne, ce sont toujours des forces politiques ayant traditionnellement inscrit la défense de l'immersion dans leur programme qui ont globalement obtenu la majorité des voix (*Esquerra Republicana de Catalunya, Junts per Cat, la Candidatura d'Unitat Popular, Partit dels Socialistes de Catalunya*). En revanche, les formations

Franklin Hernández

un verre pour l'imbécile de service, qui gobe ses propres mensonges, voilà ce que ça fait l'endoctrinement intensif en cours et dans les médias. Victimistes professionnelles et experts de l'intox en histoire. Vous ne trompez plus personne. Condaditos [...]

Nil Bonatti

T'es malade. Qu'est-ce que tu racontes. Surtout, vérifies pas l'info, faudrait pas que ta cervelle explose.

Exercices faciles :

- Recherche des films à l'affiche en catalan dans des cinés de Barcelone
- Recherche combien de journaux sont édités en catalan et en castillan en Catalogne

Franklin Hernández

Discuter avec un sepaRATiste c'est comme discuter avec une méduse, une araignée, un moustique, perte de temps absolue. Même une armée de psychiatres ne pourrait pas soigner cette société malade de haine. »

35 « Allez ! casse-toi dans ton pays de merde et arrête de faire chier avec ton putain de castillan. »

36 Marty (2019, p. 162) fait état de 26 demandes en 2012, 23 en 2013. Selon d'autres sources, Il y aurait eu 106 en 2011-2012, 7 en 2012-2013, 40 en 2016 et 154 entre 2014 et 2016 (Mouzo Quintans, 2016), dont seule une cinquantaine aurait trouvé une issue favorable auprès du Ministère de l'éducation espagnol ; en 2015, il y en aurait eu 322 selon le Ministère de l'éducation mais seulement 5 selon la Generalitat («Educación recibe 322 solicitudes...», 2015).

envisageant une révision du modèle éducatif en Catalogne (*Ciutadans [C's]*, *Partido Popular*, *Vox*) ont toujours été globalement minoritaires. Cependant, certaines ont connu une montée en puissance occasionnelle (*C's* en 2017, *Vox* en 2021) dont on ne peut présager si elle sera durable ou circonstancielle, mais qui révèle l'existence d'une minorité qui, bien que n'ayant pas basculé dans un activisme hostile, en partage vraisemblablement les représentations et l'idéologie linguistiques. Néanmoins, et en l'état actuel des choses – particulièrement en regard d'un système électoral proportionnel ayant un très faible seuil de représentation (3%) –, la majorité de la population catalane semble valider le modèle immersif. Ce positionnement majoritaire est réaffirmé par un activisme au service du modèle de conjonction, ancré dans un réseau très étendu d'associations et de plateformes de défense de l'école catalane, d'associations de professeurs et d'associations de parents d'élèves (ou AMPA, selon ses sigles en catalan). L'importance de ce réseau, agissant comme un véritable bouclier social, est proportionnelle à la virulence des attaques des associations de défense du castillan qui l'accuse invariablement de connivence avec la Generalitat.

Cependant, l'impact des représentations et idéologies générant une hostilité à l'égard de l'immersion dépasse le cadre strict de la Catalogne. Le cyberspace dans lequel évoluent les plateformes et leurs abonnés donne une visibilité sans limites à leurs discours. Au-delà des représentations, le stéréotypage, l'argumentation biaisée, parfois la violence verbale qui émaillent les discours, peuvent jouer un rôle d'influenceurs auprès d'un éventuel public catalan et espagnol non/mal informé sur les enjeux linguistiques : que celui-ci soit constitué de lecteurs silencieux ne laissant pas de traces dans l'espace d'interaction, ou qu'il produise des messages, bien qu'étant éventuellement étranger à la réalité (éducative) de la Catalogne. De fait, bien des contributeurs proviennent de Valence, Madrid, Murcia, Alicante, Tenerife... Nombreux sont ceux qui ne précisent pas leur provenance géographique, entretenant le flou autour de l'ancrage réel ou non de leurs commentaires et contribuant volontairement ou inconsciemment à une désinformation de grande ampleur. En effet, on peut constater que certains discours trahissent une méconnaissance flagrante du catalan, considéré à la fois comme une langue locale –alors qu'il déborde les frontières de la Catalogne et même de l'Espagne–, et comme un obstacle à la promotion socioprofessionnelle –alors qu'il en a été le moteur pour la population immigrée castillanophone. Pareille méconnaissance du catalan n'est qu'un aspect d'une méconnaissance plus générale des langues d'Espagne³⁷, ce qui laisse présumer un ethnocentrisme castillan banalisé sociologiquement. Les représentations sont notamment alimentées par une culture sociolinguistique lacunaire, bien que faisant partie des enseignements des écoles sur l'ensemble du territoire de l'Espagne. L'ignorance partagée des twitteurs tributaires d'une idéologie linguistique dont Moreno Cabrera se plaît à répéter que l'un de ses fils conducteurs est d'éliminer toute menace pesant sur la « situación de dominio absoluto del español sobre las otras lenguas »³⁸ (2015, p. 54), est susceptible de les rendre réceptifs aux discours volontairement ou inconsciemment biaisés, et confortés par la doxa dominante. Cela créerait un fort moyen de pression pour les plateformes contre l'immersion, en mobilisant les forces latentes du nationalisme espagnol/castillan contre la Catalogne. D'ailleurs, l'association *Hablamos Español* s'était lancée dans une campagne de signatures à travers toute l'Espagne afin de porter au Congrès des députés un projet de loi sur les langues pour qu'il y soit débattu. Les 500.000 signatures requises n'ont pas été réunies, de peu selon l'association.

Face aux représentations et aux positionnements sociaux ouvertement hostiles, la Generalitat se trouve démunie pour les désamorcer et endiguer leurs éventuelles conséquences, potentiellement délétères pour le modèle de conjonction qu'elle promeut. Bien qu'elle soit impuissante à modifier les représentations négatives (a fortiori celles des citoyens non catalans) – tout discours justifiant le modèle scolaire catalan étant immanquablement disqualifié et frappé du sceau de la manipulation –, elle n'a jamais abandonné ou amendé le modèle de conjonction. Elle a adopté une position de fermeté vis-à-vis des citoyens belligérants qui se sont tournés vers les tribunaux. De façon générale, lorsque les plaignants ont obtenu gain de cause, la Generalitat a freiné l'application des arrêts en faisant systématiquement appel, jusqu'à épuisement de tous les recours possibles. Plus généralement, et pour préserver le modèle de conjonction de toute atteinte,

37 En voici quelques exemples : « Por qué el español no es materna si Cataluña siempre ha sido España » (HE-5), « Estamos en España, dudo que la lengua materna sea el catalán » (HE-5), « En muchos sitios no pueden hablar español ni en el recreo, comedor, actividades etc... » (HE-8), « siendo el aragonés casi idéntico al catalán y siendo la lengua oficial de la Corona, no sería esta la forma correcta de denominar a las lenguas y sus dialectos? » (HE-5), « La ley de inmersión lingüística impone el catalán y lo prohíbe bajo pena de multa en muchos ámbitos como la escuela » (HE-5), etc.

38 « Une situation de domination totale de l'espagnol sur les autres langues. »

les institutions autonomes catalanes ont tenté de mettre en pratique la stratégie du « blindage » juridique. Principalement destiné à prémunir le modèle de conjonction des ingérences de l'État espagnol, ce dispositif le protégerait aussi indirectement de l'action individuelle des citoyens secondés par des plateformes, qui ont adopté une attitude revendicative pour que le castillan devienne langue véhiculaire à l'école. Ainsi en est-il de la loi d'éducation catalane de 2009 (LEC) qui, en inscrivant le modèle immersif dans la loi, prévenait non seulement toute tentative d'ingérence extérieure, mais protégeait aussi indirectement l'école catalane de toute demande d'enseignement en castillan émanant de citoyens. Ainsi en est-il également de la récente LOMLOE de 2020 qui, en prenant le contre-pied de la LOMCE valide l'immersion en Catalogne. Cette loi a été saluée par les députés d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (ERC) au congrès, comme une nouvelle protection de l'immersion.

Cependant, ce type de protection n'est pas sans présenter des failles. En effet, comme le précise Barrio (2009), élu du Parti Populaire (PP) au Pays basque diplômé en droit : « en un estado de derecho nunca una norma, por muy ley que sea, es invulnerable, inamovible o inexpugnable como lo sería si estuviera objetivamente blindada ». Ainsi, la LEC de 2009 en a fait les frais avec l'arrêt du Tribunal Constitutionnel 31/2010, du 28 juin et plus tard avec la LOMCE de 2013 promulguée par le gouvernement de Mariano Rajoy, qui a fait voler en éclat le bouclier de la LEC. La LOMCE, en vigueur entre 2013 et 2021 même si elle n'a jamais été réellement appliquée, déclarait que l'espagnol était la langue véhiculaire de l'enseignement et obligeait les autorités éducatives des CA bilingues à offrir un enseignement en castillan aux familles qui le demandaient : soit en scolarisant les enfants dans un établissement privé, transitoirement aux frais de l'État, puis de la Generalitat, soit en imposant l'enseignement demandé à toute la classe de l'enfant.

De même, la LOMLOE censée pérenniser l'immersion, montre déjà quelques signes de faiblesse. Le texte présenterait une ambiguïté rédactionnelle autour de l'identité des administrations éducatives chargées de garantir l'enseignement en castillan et en catalan, sans préciser si elles relèvent de la CA ou de l'état espagnol, ce qui laisserait la voie libre à d'éventuelles ingérences potentiellement contraires au système éducatif catalan (Zaballa, 2020). Mais surtout, d'aucuns pointent du doigt le fait qu'elle n'annulera pas le dernier arrêt imposant un taux d'enseignement de 25% en espagnol, du fait que la jurisprudence dont relève l'arrêt est adossée à l'interprétation du Tribunal constitutionnel des préceptes linguistiques du Statut d'autonomie de 2006. Ainsi, ladite jurisprudence prévaut sur une quelconque loi organique, en l'occurrence la LOMLOE (Rodríguez, 2020). L'actualité semble leur donner raison, puisque le TSJC a récemment annulé le projet linguistique de deux écoles (de Barcelone et d'Albrera) car l'espace véhiculaire attribué au castillan est en-deçà de 25% («El TSJC anula el proyecto lingüístico...», 2021).

Ainsi, le gouvernement catalan se retrouve entre le marteau et l'enclume. Sachant que bouclier social en faveur du catalan est confronté à une autre tentative de protection sociale en faveur du castillan, de plus grande ampleur et édifiée sur un ensemble de représentations diglossiques ; celle-ci étant associée à un bouclier juridique plus efficace que celui de la Catalogne, du fait que le droit constitutionnel espagnol consacre la suprématie de la langue espagnole et des normes étatiques au détriment des normes des CA (Ridao Martín, 2018, p. 33), les autorités catalanes risquent d'être impuissantes à assurer la pérennité du modèle de conjonction.

5 Conclusion

Est-ce à dire que le modèle de conjonction est caduc ? Cela semble plausible, dès lors que le discours et l'action des citoyens sont confortés par la politique de l'État espagnol et les décisions juridiques. Il y aurait donc urgence à envisager une évolution du modèle, car, bien que l'annulation de deux projets linguistiques d'établissement par le TSJC («El TSJC anula el proyecto lingüístico...», 2021) soit déjà de mauvais augure, l'arrêt du Tribunal Constitutionnel 31/20210 pourrait faire évoluer le modèle de conjonction vers un système paritaire (50% pour chaque langue) si les autorités judiciaires espagnoles estimaient que le catalan est normalisé, bien qu'aucun critère de ce que serait une normalisation accomplie n'ait été préalablement défini. C'est pourtant, selon Jiménez-Salcedo, la tendance jurisprudentielle qui se dessine vis-à-vis de la normalisation et qui « laisse entendre que la situation de minorisation du catalan relève d'une conjoncture révolue » (2019, p. 32).

Des alternatives à la conjonction sont envisageables : éventuellement un enseignement trilingue qui semble avoir le vent en poupe, impliquant le catalan, le castillan et une langue étrangère (comprendre l'anglais).

Non pas selon une répartition paritaire des trois langues – solution mise en œuvre dans d'autres CA bilingues et dont l'effet est de minorer la langue propre (Burban, 2018) –, mais en réservant au catalan la primauté ; éventuellement en instaurant un système de filières comme au Pays basque, dont l'évolution montre une nette préférence pour le modèle D (équivalent à l'immersion en Catalogne) et un déclin irrémédiable du modèle A, voué semble-t-il à disparaître (EUSTAT, 2021). Cette évolution constante et à la hausse du modèle D et à la baisse du modèle A tendrait à minimiser les effets de la ségrégation linguistique.

Quoi qu'il en soit, les représentations véhiculées dans les discours montrent la nécessité d'une véritable sensibilisation au plurilinguisme à l'échelle de l'Espagne. Mais celle-ci ne pourra advenir que par une remise en cause drastique des représentations et les idéologies dominantes, par un travail de mise à distance, de déconstruction et de décentration pour mettre fin à ce que Moreno Cabrera appelle « la mala educació monolingüista espanyola »³⁹ (Moreno Cabrera, 2015, p.172). C'est au moins une des conditions pour que les langues d'Espagne ne soient plus perçues comme un poids mais véritablement assumées comme une « richesse » à défendre et que le bilinguisme ne soit plus à sens unique.

6 Annexe

Hablamos español. (2020, décembre 11). El manifiesto de 80 intelectuales contra la Ley Celaá y a favor del español, “cada vez más atacado”. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1337291059362213888> (HE-1)

Del Pino, Luis. (2020, décembre 18). Totalmente de acuerdo con este comunicado de @HablamosE. Mejor eso que nada, pero esta sentencia del TSJC es una chapuza que vulnera los derechos TANTO de los castellanohablantes COMO de los catalanohablantes. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/ldpsincomplejos/status/1339894954219474944> (HE-2)

Hablamos español. (2020, décembre 17). Nuevamente la justicia reconoce que al menos se debe dar un mínimo del 25% de enseñanza en castellano en Cataluña. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1339601409940058112> (HE-3)

Hablamos español. (2021, janvier 16). Eliminación del español como lengua vehicular. “hay que ser muy iluso o muy bruto para pensar que esta medida retrógrada favorecerá la difusión y consolidación perdurable de las lenguas regionales”. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1350472969366220802> (HE-4)

Pérez Reverte, A. (2020, décembre 26), “Imponer la enseñanza de las lenguas cooficiales a quienes no la tienen como idioma materno es una vuelta a lo que tanto se censuró del franquismo. Para enmendar lo que se hizo en la dictadura se hace lo contrario, y de modo más lamentable”. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/perezreverte/status/1342841984617218049> (HE-5)

Hablamos español. (2021, février 5). J×Cat se propone hacer una inmersión lingüística más profunda. Es decir, tratar al español como un idioma extranjero a todos los niveles. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1357584838409269248> (HE-6)

Hablamos español. (2020, décembre 1). Ni en la intimidad va a poder usarse el español. Dictadura lingüística total. La clave que esconde la enmienda 38 de la Ley Celaá; el catalán podrá imponerse fuera del aula. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1333667279624663040> (HE-7)

Hablamos español. (2021, février 8). !!Campaña para rebelarse contra la imposición lingüística en las comunidades bilingües, usando el español en exámenes, oralmente y en libros de texto. Es una grieta en el muro de la imposición de las lenguas regionales en la escuela. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1358722059690532865> (HE-8)

Hablamos español. (2020, décembre 18). Hablamos español y la sentencia del castellano en la escuela. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1339841588298702848> (HE-9)

39 « La mauvaise éducation monolingue espagnole. »

Asamblea por una escuela bilingüe. (2021, février 16). Hace la vista gorda ante 300 colegios en Baleares y 2214 en Cataluña que excluyen al español como lengua en la enseñanza. Quien no hará la vista gorda, serán los tribunales Sra@CelaaIsabel. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/AEBCatalunya/status/1361611809002844160>. (AEB-1)

Asamblea por una escuela bilingüe. (2021, janvier 22). La Sra.@CelaaIsabel vuelve a mentir, esta vez en la @laSextaColumna el castellano NO es la lengua vehicular en Cataluña. Miente y miente y miente. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/AEBCatalunya/status/1352723210735919104> (AEB-2)

Asamblea por una escuela bilingüe. (2020, décembre 17). !! Ya no hay excusas, el Tribunal Superior de Justicia de Cataluña ha hablado claramente!! Intentaron con la Ley Celaá apuntalar un sistema de inmersión ilegal. Conseller Josep Bargalló, ministra Isabel Celaá esperamos que ejecuten sin dilación este mandato claro. [Tweet] Récupéré de <https://twitter.com/AEBCatalunya/status/1339538166739558400> (AEB-3)

7 Bibliographie

Amossy, Ruth. (2000). *L'argumentation dans le discours. Discours politique, littérature d'idées, fiction*. Paris : Nathan.

Aracil, Lluís. (1982). *Papers de sociolingüística*. Barcelona: Edicions de la Magrana.

Asamblea por una Escuela Bilingüe de Cataluña. (2017, Juillet). *Informe de la Asamblea por una Escuela Bilingüe*. Récupéré le 24 mai 2021 de https://www.aebcatalunya.org/images/razones_para_una_escuela_bilingue_AEB.pdf

Auger, Nathalie, Fracchiolla, Béatrice, Moïse, Claudine et Romain, Christina. (2013). *Violences verbales. Analyses, enjeux et perspectives*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

Badia i Pujol, Joan. (2010). Gràcies a la immersió lingüística: models d'escola i models d'educació lingüística. *Òmnium: llengua, cultura, país*, (15), 20-23.

Barrio Baroja, Carmelo. (2009, 13 octobre). "blindar" no es la palabra, *elmundo.es*. Récupéré le 10 mars 2017 de <https://www.elmundo.es/opinion/tribuna-libre/2009/10/19726611.html>

Bonatti, Nil [@GatCatala]. (2021, février 5). J×Cat se propone hacer una inmersión lingüística más profunda. Es decir, tratar al español como un idioma extranjero a todos los niveles [tweet]. Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1357584838409269248>

Boyer, Henri. (2001). *Introduction à la sociolinguistique*. Paris : Dunod.

Boyer, Henri. (2003). *De l'autre côté du discours. Recherches sur les représentations communautaires*. Paris : L'Harmattan.

Boyer, Henri. (2008). *Langue et identité. Sur le nationalisme linguistique*. Limoges : Lambert-Lucas.

Boyer, Henri. (2016). *Faits et gestes d'identité en discours*. Paris : L'Harmattan

Branca-Rosoff, Sonia. (1996). Les imaginaires des langues. Dans Henri Boyer (dir.), *Sociolinguistique territoire et objets* (pp. 79-114). Lausanne : Delachaux et Niestlé.

Burban, Chrystelle. (2018). L'enseignement des langues étrangères en Espagne: un arbitrage identitaire. *Les langues modernes*, (4), 33-43.

Calvet, Louis-Jean. (2017). *Les langues : quel avenir ? Les effets linguistiques de la mondialisation*. Paris : CNRS Éditions.

Candel, Francesc. (1985). *Els altres catalans. Vint anys després*. Barcelone : Edicions 62.

- Canut, Cécile. (1998). Pour une analyse des productions épilinguistiques. *Cahiers de praxématique*, (31), 69-90.
- Conseil de l'Europe. (2005, 21 septembre). *Application de la Charte en Espagne. 1er cycle de Suivi*. ECRML (2005) 4. Strasbourg: Conseil de l'Europe.
- Conseil de l'Europe. (2008, 11 décembre). *Application de la Charte en Espagne. 2e cycle de Suivi*. ECRML (2008) 5. Strasbourg: Conseil de l'Europe.
- Coste, Daniel, et Akkari, Abdeljalil. (2015). Les langues d'enseignement entre politiques officielles et stratégies des acteurs. *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, (70), <<http://journals.openedition.org/ries/4487>> consulté le 29/09/2018.
- Educación recibe 322 solicitudes de Cataluña y otras comunidades para estudiar en castellano. (2015, 15 janvier). *20 minutos*. Récupéré le 29 mai 2021 de <https://www.20minutos.es/noticia/2354415/0/educacion/solicitudes-compensacion/estudiar-castellano/>
- El TSJC anula el proyecto lingüístico de dos escuelas catalanas. (2021, 31 mars). *Elderecho.com*. Récupéré le 3 avril 2021 de <https://elderecho.com/el-tsjc-anula-el-proyecto-linguistico-de-dos-escuelas-catalanas>
- EUSTAT. (2021). *Estadística de la actividad escolar*. Récupéré le 12 février 2021 de https://www.eustat.eus/estadisticas/tema_68/opt_1/tipo_6/ti_estadistica-de-la-actividadescolar/temas.html
- Fishman, Joshua A. (1991). *Reversing language shift. Theoretical and empirical foundations of assistance to threatened languages*. Clevedon, Philadelphia, Adelaide : Multilingual Matters.
- Hernández, Franklin [@Frankli32272298]. (2021, février 5). J×Cat se propone hacer una inmersión lingüística más profunda. Es decir, tratar al español como un idioma extranjero a todos los niveles [tweet]. Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1357584838409269248>
- Idescat. (2020, 28 juillet). Alumnos y profesores. Cursos 2015-2019. Por niveles educativos. Récupéré le 2 avril 2021 de <https://www.idescat.cat/pub/?id=aec&n=734&lang=es>
- Jiménez-Salcedo, Juan. (2019). Le modèle éducatif de la « conjonction linguistique » et la jurisprudence constitutionnelle espagnole. Dans Gianmario, Raimunidi et Dario Elia Tosi (éd.), *Le lingue minoritarie nell'Europa latina mediterranea: diritto allá lingua e pratiche linguistiche* (pp. 23-35). Alessandria : Edizioni dell'Orso.
- Juan A. [@tiniton8]. (2020, décembre 11). El manifiesto de 80 intelectuales contra la Ley Celaá y a favor del español, “cada vez más atacado” [tweet]. Récupéré de <https://twitter.com/HablamosE/status/1337291059362213888>
- Lagarde, Christian. (2002). Les frustrations du “centre” castillanophone. Dans Henri Boyer et Christian Lagarde (dirs.), *L'Espagne et ses langues. Un modèle écolinguistique ?* (pp. 240-252). Paris : L'Harmattan.
- Lambert, Wallace E. et Tucker, Richard G. (1972). *Bilingual education of children; The St. Lambert experiment*. [Rowley, Mass.] Newbury House Publishers.
- Lecours, André et Nootens, Geneviève. (2007). Introduction : Comprendre le nationalisme majoritaire. Dans Alain G. Gagnon, André Lecours et Geneviève Nootens (éds), *Les nationalismes majoritaires contemporains : identité, mémoire, pouvoir* (pp. 19-45). Montréal : Les Éditions Québec Amérique.
- Ley Orgánica 3/2020, de 29 de diciembre, por la que se modifica la Ley Orgánica 2/2006, de 3 de mayo, de Educación, BOE núm. 340 §17264. (2020).
- Ley Orgánica 8/2013, de 9 de diciembre, para la mejora de la calidad educativa, BOE núm. 295 §12886. (2013).
- Llei 7/1983, de 18 d'abril, de normalització lingüística a Catalunya, DOGC núm. 322. (1983)

- Llei 1/1998, de 7 de gener, de política lingüística, DOGC núm. 2553. (1998)
- Llei 12/2009, del 10 de juliol, d'educació, DOGC núm. 5422. (2009)
- Mafalda [@MafaldaOdM]. (2020, décembre 26). "Imponer la enseñanza de las lenguas cooficiales a quienes no la tienen como idioma materno es una vuelta a lo que tanto se censuró del franquismo. Para enmendar lo que se hizo en la dictadura se hace lo contrario, y de modo más lamentable" [tweet]. Récupéré de <https://twitter.com/perezreverte/status/1342841984617218049>
- Marcoccia, Michel. (2004). L'analyse conversationnelle des forums de discussion : questionnements méthodologiques. *Les Carnets du CEDISCOR*, 8, <http://journals.openedition.org/cediscor/220>
- Marty, Nicolas. (2019). *Comprendre la crise catalane*. Cairn Éditions.
- Moreno Cabrera, Juan Carlos. (2015). Los dominios del español. Guía del imperialismo lingüístico panhispánico. Madrid : Editorial Síntesis.
- Morera, Felicity [@FelicityMG8]. (2020, décembre 26). "Imponer la enseñanza de las lenguas cooficiales a quienes no la tienen como idioma materno es una vuelta a lo que tanto se censuró del franquismo. Para enmendar lo que se hizo en la dictadura se hace lo contrario, y de modo más lamentable" [tweet]. Récupéré de <https://twitter.com/perezreverte/status/1342841984617218049>
- Mouzo Quintáns, Jessica. (2016, 25 décembre). Solo 40 familias han pedido este curso la escolarización en castellano. *El País*. Récupéré le 12 mars 2017 de https://elpais.com/ccaa/2016/12/24/catalunya/1482595401_803678.html
- Pacheco Oliveras, Cristina. (2015). *La immersió lingüística a Catalunya. Evolució política i social del català en l'àmbit de l'ensenyament*. (Tesi de grau en Estudis de Català i Espanyol, UAB, Departament de filologia catalana).
- Ridao Martín, Joan. (2018). La llengua catalana al Principat després de quaranta anys d'autonomia política. Un balanç des de la perspectiva jurídica. *Revista de Llengua i Dret*, 70, 31-51.
- Rodríguez, Pau. (2020, 17 décembre). ¿Qué pasará con la inmersión lingüística? Entre la sentencia que la tumba y la esperanza en la "Ley Celaá". *Eldiario.es*. Récupéré le 10 février 2021 de https://www.eldiario.es/catalunya/pasara-inmersion-lingueistica-sentencia-tumba-esperanza-ley-celaa_1_6513605.html
- Sentencia del Tribunal Constitucional 337/1994, de 23 de diciembre, BOE núm. 19 § 1790. (1995).
- Sentencia del Tribunal Constitucional 31/2010, de 28 de junio, BOE núm. 172 § 11409. (2010).
- Sentencia de Tribunal Superior de Justicia de Cataluña 8675/2020, de 17 de diciembre. 2020.
- Solé i Durany, Joan Ramon. (2019). Balanç de la legislació i la jurisprudència de Catalunya 1979-2019. *Revista de Llengua i Dret*, 72, 168-178.
- Tasa Fuster, Vicenta, et Bodoque Arribas, Anselm. (2017). Anglés contra valencià. La introducció del multilingüisme en el sistema lingüístic educatiu valencià. *Revista de Llengua i Dret*, 67, 129-144.
- Vila i Moreno, Xavier. (2004). El model lingüístic escolar a Catalunya: balanç i reptes. *Llengua, societat i comunicació*, (1), I-IV.
- Vincent, Diane. (2013). L'agression verbale comme mode d'acquisition d'un capital symbolique. Dans Béatrice Fracchiolla, Claudine Moïse, Christina Romain et al (dirs.), *Violences verbales. Analyses, enjeux et perspectives* (p. 37-53). Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Zaballa Madrid, Bel. (2020, 12 novembre). El català a l'educació, prou protegit a la llei Celaá? *VilaWeb*. Récupéré le 4 janvier 2021 de <https://www.vilaweb.cat/noticies/el-catala-a-leducacio-prou-protegit-a-la-ley-celaa/>